

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 03 mai 2018

Le trois mai deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 26 avril 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Jérôme MERLE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :** M. Michel VENDRA

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	31

La séance débute à 19 heures.

Le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint : 23 élus municipaux sont présents, M. Michel VENDRA est absent, et 8 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie Frédérique DI RAFFAELE est désignée comme secrétaire de séance.

*Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 12 mars 2018 est approuvé à l'unanimité.*

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Suivent des questions de Madame Florence PARVY sur des décisions du Maire, auxquelles Monsieur le Maire répond.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

*Monsieur Michel VENDRA entre en séance avant le vote concernant la première délibération à l'ordre du jour.*

*A compter de ce moment :*

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Jérôme MERLE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32

<p><b>1 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET DE REMBOURSEMENT DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT ENTRE LA COMMUNE DE SASSENAGE ET GRENOBLE – ALPES MÉTROPOLÉ</b></p>
---

Jérôme MERLE,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, dite loi M.A.P.T.A.M. ;

**VU** l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le décret n°2014-1601 du 23 décembre 2011 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Sassenage n° 2 du 21 septembre 2017 autorisant la signature d’une convention de superposition d'affectation entre la commune de Sassenage et Grenoble-Alpes Métropole en matière d'espaces publics et de voirie ;

**CONSIDERANT** le Projet de convention de mise à disposition de locaux et de remboursement des charges de fonctionnement entre la commune de Sassenage et Grenoble – Alpes Métropole ci-annexé ;

**PRECISE** que :



- En application de la loi M.A.P.T.A.M., le passage en métropole s'est traduit par un transfert de nouvelles compétences qu'il convient d'assurer au titre de la continuité et de la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole.

- Pour cela, la Métropole et chacune de ses communes ont conclu une convention prenant acte de la mise à disposition de plein droit des biens meubles et immeubles pour l'exercice des compétences transférées.

- Par ailleurs dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation des services, la Métropole s'est appuyée sur l'expérience des communes par la voie conventionnelle aux fins de leur confier la gestion courante des services relevant de ses attributions.

- Or depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce dispositif transitoire a pris fin et la structuration de l'organisation métropolitaine est en cours de finalisation.

- Devant l'impossibilité de parvenir à un transfert effectif en pleine propriété des biens immobiliers non séparables et indivisibles, la Métropole et la Ville de Sassenage s'entendent sur un régime de mise à disposition gratuite des locaux du centre technique municipal (C.T.M.) avec remboursement des charges afférentes au fonctionnement des services « voirie » jusqu'au départ de ceux-ci.

**CONSIDERANT** qu'en vertu de ces dispositions et en perspective d'une stabilisation organisationnelle de la Métropole, il convient de définir les modalités d'occupation des biens affectés à la Métropole pour l'exercice de ses compétences transférées ;

**CONSIDERANT** que, pour les locaux du Centre Technique Municipal de Sassenage :

1) en matière de fonctionnement, (année de référence : 2016), le **coût global s'élève pour la compétence voirie à un total sur deux ans et 6 mois de 11 687,50 euros**, correspondant à :

- 187m<sup>2</sup> occupés à un coût unitaire de 25 € le m<sup>2</sup> (montant annuel des charges : eau, électricité, gaz, entretien, maintenance),
- Soit un montant annuel de 4 675 € sur deux ans et 6 mois

**Il est précisé qu'à compter du 1er janvier 2017, seul ce forfait d'occupation des locaux pour la compétence voirie sera dû par la Métropole.**

Le forfait sera indexé sur l'indice annuel de révision des loyers (IRL). IRL de référence : 1<sup>er</sup> trimestre 2016 : 125,26.

2) en matière d'investissement, les prévisions de dépenses d'investissement seront portées à la connaissance de la Métropole qui conviendra avec la commune des modalités de prise en charge financière en fonction de la nature des travaux ;

La présente convention sera effective jusqu'à la désaffectation des biens par la Métropole.

**PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire de Sassenage, Christian COIGNÉ, à signer avec Monsieur le Président de Grenoble-Alpes Métropole, Christophe FERRARI, la convention de mise à disposition de locaux et de remboursement des charges de fonctionnement entre la commune de Sassenage et Grenoble – Alpes Métropole, ci-annexée,

**DE DIRE** que la recette correspondante sera encaissée sur le budget principal de la Ville de Sassenage au compte budgétaire 70876

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>2 - DGS - SERVICE RESSOURCES HUMAINES – CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

**CONSIDERANT** l'avis du Comité Technique en date du 02 mai 2018 ;

**CONSIDERANT** la mobilité interne et externe des personnels ;

**INDIQUE** la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :

- Un poste d'Educateur de Jeunes Enfants à temps complet

**INDIQUE** la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :

- Un poste d'Educateur de Enfants à temps non complet (17h30min)
- Un poste d'Educateur Principal de Jeunes Enfants à temps complet (35h00)

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADOPTER** la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

**D'INSCRIRE** au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

**D'INSCRIRE** au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.



<p align="center"><b>3 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES</b>  <b>CRÉATIONS DE POSTES NON PERMANENTS D'AGENTS CONTRACTUELS ET LEUR RÉMUNÉRATION</b></p>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 3, précisant la possibilité de recrutements temporaires d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin spécifique ;

**VU** le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** l'avis du comité technique en date du 02 mai 2018,

**CONSIDERANT** les besoins de renfort ponctuels de certains services en période de vacances scolaires, pour l'année 2018 ;

**INDIQUE** la nécessité de créer, ponctuellement, les postes budgétaires suivants :

SERVICE	MISSION	NOMBRE et temps de travail	PERIODE DE VACANCES SCOLAIRES	GRADE DE REFERENCE	ECHELON et INDICE BRUT
Jeunesse	Animation	15 à temps complet	Eté Automne Hiver	Adjoint d'animation	1 <sup>er</sup> échelon, IB 347
Multi- sports	Animation	20 à temps complet	Eté Automne Hiver	Vacataire	Forfait de vacation
Multi- sports	entretien	2 à temps complet	Eté	Adjoint Technique	1 <sup>er</sup> échelon, IB 347
Enfance	Animation ou entretien	40 à temps complet	Eté Automne Hiver	Vacataire	Forfait vacation
Piscine	Agent de caisse ou Entretien	7 à temps complet	Eté	Adjoint technique	1 <sup>er</sup> échelon, IB 347
Piscine	Surveillant de baignade	4 à temps complet	Eté	Adjoint d'animation	1 <sup>er</sup> échelon, IB 347

Piscine	Maître nageur	1 à temps complet	Eté	Educateur territorial des APS	6 <sup>ème</sup> échelon IB 429
Cuves de Sassenage	Guide	8 à temps complet	Eté	Adjoint d'animation	1 <sup>er</sup> échelon, IB 347

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADOPTER** les créations de postes budgétaires citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

**D'INSCRIRE** au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** les créations de postes budgétaires citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

**D'INSCRIRE** au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

**4 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES– CRÉATION D'UN COMITÉ TECHNIQUE COMMUN ENTRE LA COMMUNE ET LE CCAS DE SASSENAGE, FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL, INSTITUTION DU PRINCIPE DE REPRÉSENTATIVITÉ AU SEIN DU COMITÉ TECHNIQUE**

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 32, 33 et 33-1 prévoyant qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

**VU** le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

**VU** le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics, modifiant le décret n° 1985-565 du 30 mai 1985 ;

**VU** le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique ;

**VU** l'avis du Comité Technique en date du 2 Mai 2018 ;

**CONSIDERANT** qu'il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Technique unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents ;

**CONSIDERANT** que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, non titulaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Commune : 228 agents

CCAS : 12 agents

permettent la création du Comité Technique commun ;

**CONSIDERANT** que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 240 agents ;

**CONSIDERANT** que cet effectif se répartit entre 160 Femmes et 80 Hommes,

**CONSIDERANT** que cet effectif se répartit entre 66,67 % de Femmes et 33,33 % d'Hommes,

**INDIQUE** l'intérêt de disposer d'un Comité Technique unique compétent pour l'ensemble des agents de la commune et du C.C.A.S de Sassenage,

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADOPTER** la création d'un Comité Technique unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage.

**DE FIXER** à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,

**DE MAINTENIR** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

**DE RECUEILLIR** l'avis des représentants de la collectivité lors des réunions du Comité Technique,

**DE NOTER** que la répartition est de 66,67 % de Femmes et 33,33 % d'Hommes dans les effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à ester en justice pour tout litige lié aux élections professionnelles,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**



<b>5 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION D'UN COMITÉ D'HYGIÈNE DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL COMMUN ENTRE LA COMMUNE ET LE CCAS DE SASSENAGE, FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL</b>
--

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 32, 33 et 33-1 prévoyant qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

**VU** la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social ;

**VU** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26 ;

**VU** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique ;

**VU** l'avis du Comité Technique en date du 2 Mai 2018 ;

**CONSIDERANT** qu'il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents ;

**CONSIDERANT** que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, non titulaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Commune : 228 agents

CCAS : 12 agents

permettent la création du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail commun;

**CONSIDERANT** que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 240 agents ;

**INDIQUE** l'intérêt de disposer d'un CHSCT unique compétent pour l'ensemble des agents de la commune et du C.C.A.S de Sassenage, présidé par un(e) élu(e) municipal(e),

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADOPTER** la création d'un CHSCT unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS de Sassenage, présidé par un(e) élu(e) municipal(e),

**DE FIXER** à cinq, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,



**DE MAINTENIR** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

**DE RECUEILLIR** l'avis des représentants de la collectivité lors des réunions du CHSCT,

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à ester en justice pour tout litige lié aux élections professionnelles,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

**6 - DIRECTION DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES SOCIALES – SERVICE SCOLAIRE -  
PROJETS PÉDAGOGIQUES ET CLASSES DE DÉCOUVERTE - PARTICIPATION  
COMMUNALE 2018**

Christine DURAND,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**RAPPELLE** qu'il n'y a plus de participation financière du Conseil Départemental pour les projets pédagogiques des écoles ;

**SOULIGNE** que la participation financière de la commune de Sassenage pour ces projets représente une enveloppe de 10 000 euros pour l'année scolaire 2017/2018,

**RAPPELLE** qu'il a été décidé de ne plus faire de répartition entre les petits projets (= sans nuitée) et gros projets (= avec nuitées) ;

**INDIQUE** que la répartition de la subvention se fait en fonction des effectifs, soit 8,83 € par élève, le nombre total d'élèves inscrits étant de 1 132 ;

**PRECISE** que, compte tenu des arrondis, la somme globale des subventions attribuées aux différentes coopératives scolaires s'élève à 9 995,56 euros ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ALLOUER** les sommes ci-après pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2017/2018, aux coopératives scolaires de chaque école :

Coopérative de l'école maternelle Hameau du Château – 82 élèves	724,06 €
Coopérative de l'école élémentaire Hameau du Château – 148 élèves	1 306,84 €
Coopérative de l'école maternelle des Pies – 185 élèves	1633,55 €
Coopérative de l'école élémentaire des Pies – 314 élèves	2772,62 €
Coopérative de l'école primaire Rivoire de la Dame – 112 élèves	988,96 €
Coopérative de l'école maternelle VERCORS – 87	768,21 €

Coopérative de l'école élémentaire VERCORS – 204 élèves

1801,32 €

**TOTAL GENERAL**

**9995,56 €**

*Ligne budgétaire en dépense : compte SCOL/6574/ECOLE.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>7 - DIRECTION DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES SOCIALES – SERVICE SCOLAIRE - COOPÉRATIVES SCOLAIRES ET DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX – RÉPARTITION 2018</b>
--

Gaëlle BUREL,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**INDIQUE** que, suite à la dissolution de l'association du Comité du tiers temps pédagogique, une somme est allouée aux coopératives scolaires afin de pouvoir organiser les activités culturelles précédemment financées par le Comité du tiers temps pédagogique ;

**PRECISE** que cette somme s'élève au total à : 8702€ soit 8 € par enfant ne bénéficiant pas des sorties de ski de fond (799 enfants) et 7 € par enfant bénéficiant des sorties de ski de fond (330 enfants) ;

**PRECISE** que la répartition entre les différentes coopératives scolaires s'effectue de la façon suivante :

<b>ECOLE ELEMENTAIRE:</b>	<b>HAMEAU</b>	<b>PIES</b>	<b>RIVOIRE</b>	<b>VERCORS</b>
Nombre d'élèves du 1 <sup>er</sup> cycle	71	182	44	122
Subvention coopérative pour les enfants du 1 <sup>er</sup> cycle (8 €/enfant)	8 € x 71 = 568€	8 € x 182 = 1456€	8 € x 44 = 352€	8 € x 122 = 976€
Nombre d'élèves du 2 <sup>ème</sup> cycle	77	132	39	82
Subvention coopérative pour les enfants du 2 <sup>ème</sup> cycle (7€/enfant)	7 € x 77 = 539€	7 € x 132 = 924€	7 € x 39 = 273€	7 € x 82 = 574€



<b>ECOLE MATERNELLE :</b>	<b>HAMEAU</b>	<b>PIES</b>	<b>RIVOIRE</b>	<b>VERCORS</b>
Nombre d'élèves de maternelle	80	183	29	88
Subvention coopérative pour les enfants du 1 <sup>er</sup> cycle (8€/enfant)	8 € x 80 = 640€	8 € x 183 = 1464€	8 € x 29 = 232€	8 € x 88 = 704€

**INDIQUE** également qu'il convient d'allouer pour l'année 2018 aux délégués départementaux de l'Education Nationale une subvention de 150 € ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ALLOUER** aux coopératives scolaires la somme de 8702 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2017/2018 selon la répartition indiquée ci-dessus,

**D'ALLOUER** la somme de 150 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

*Ligne budgétaire en dépense : compte SCOL/6574/ECOLE du budget principal de la Ville.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<p align="center"><b>8 - DIRECTION DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES SOCIALES MULTI-ACCUEIL « LES LUCIOLES » ACTUALISATION DU RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT</b></p>
--

Brigitte GALLO,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération municipale de Sassenage du 12 décembre 2016,

**VU** la loi du 30 décembre 2017 qui modifie pour les enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 la liste des vaccins obligatoires pour un accueil en structure petite enfance,

**VU** l'actualisation du protocole d'administration des médicaments validée par le médecin de crèche et approuvée en comité technique du 4 décembre 2017,

**INDIQUE** la nécessité de mettre à jour le règlement de fonctionnement du multi-accueil « Les Lucioles » pour intégrer ces nouvelles règles et d'actualiser les points suivants de ce règlement de fonctionnement,

**INDIQUE** qu'une nouvelle règle d'attribution des places est nécessaire pour permettre sur l'ensemble des 80 places d'accueil collectif du multi-accueil Les Lucioles et du Jardin de

Mélusine, d'attribuer une place, en occasionnel ou régulier, pour un enfant d'agent communal non sassenageois,

**PRECISE** que seule une place vacante pourra être attribuée à un personnel communal non sassenageois et, sans demande d'agent, la place reviendra à une famille sassenageoise,

**PRECISE** que conformément à la réglementation tarifaire de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales le tarif horaire « extérieur » majoré de 10% sera appliqué.

**INDIQUE** qu'il est rappelé aux familles dans ce nouveau règlement que la structure fournit tous les produits d'hygiène courants et que seuls les produits spécifiques prescrits pour raison médicale pourront être apportés par les parents,

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à valider ce nouveau Règlement de Fonctionnement pour une application dès le prochain renouvellement des contrats des familles en septembre 2018.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à valider ce nouveau Règlement de Fonctionnement pour une application dès le prochain renouvellement des contrats des familles en septembre 2018.

<p><b>9 - DAE – ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MÉTROPOLE POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE (CEE)</b></p>
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code de l'Energie ;

**VU** la loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique ;

**VU** La loi de programmation n° 2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

**VU** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle II) ;

**VU** le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux Certificats d'Economies d'Energie ;

**VU** le décret n°2017-690 du 2 mai 2017 modifiant la partie réglementaire du code de l'énergie relatives aux certificats d'économies d'énergie en mettant en place une quatrième



période, s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020, avec de nouveaux niveaux globaux d'obligations d'économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie ;

**Les éléments suivants étant exposés :**

La Ville est engagée, dans une politique volontariste de lutte contre le changement climatique. Dans ce cadre, le mécanisme des certificats d'énergie constitue une mesure favorisant l'efficacité énergétique.

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), créé par la loi POPE du 13 juillet 2005, constitue l'un des instruments phare de la politique de maîtrise de la demande énergétique au niveau national.

Dans ce contexte, Grenoble-Alpes Métropole a souhaité optimiser le recours aux Certificats d'Economie d'Energie en proposant aux communes du territoire un service dédié au montage des dossiers CEE depuis 2017. Pour compléter ce service, la Métropole propose une offre de valorisation financière des CEE dans une approche mutualisée.

Il est important de souligner que la commune garde une totale liberté de choix sur les opérations dont elle souhaite transférer ses droits CEE à la Métropole de Grenoble. Pour chaque opération, lorsque ce choix est arrêté, le transfert est cependant exclusif et l'opération ne peut être revendiquée par une autre collectivité ou tout autre organisme.

**CONSIDERANT** que la Ville de Sassenage est engagée dans une politique de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire ;

**PROPOSE au Conseil Municipal de :**

- **DONNER SON ACCORD DE PRINCIPE** pour transférer à la Métropole de Grenoble les droits de CEE issus d'actions éligibles à ces certificats pour les années 2018 à 2020,
- **AUTORISER** le Maire à signer avec Grenoble-Alpes Métropole une convention de partenariat pour procéder au dépôt des dossiers de demande de CEE auprès du Pôle National des CEE, et revendre les CEE auprès de son partenaire obligé,
- **AUTORISER** le Maire, ou son représentant, à signer les attestations requises pour chacune des opérations éligibles, ainsi qu'à transmettre tous documents utiles à la Métropole de Grenoble qui se chargera de déposer les dossiers de demande de certificats en vue de les valoriser financièrement au bénéfice de la commune,
- **PRENDRE ACTE** que les opérations confiées à la Métropole de Grenoble ne pourront être valorisées que dans la mesure où les justificatifs de réalisation seront produits par la commune et transmis à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat en bonne et due forme et dans les délais impartis.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>10 - DAE - SERVICE COMMANDE PUBLIQUE – CONVENTION D'ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DU SEDI PORTANT SUR LA FOURNITURE ET L'ACHEMINEMENT D'ÉLECTRICITÉ</b>
--

Amédée MATRAIRE,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2131-1 ;

**VU** le Code de l'énergie et notamment ses articles L. 337-7 et suivants ;

**VU** la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité ;

**VU** l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 ;

**VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

**VU** la convention constitutive du groupement de commandes adoptée le 15 Septembre 2014 par le Syndicat des Energies du Département de l'Isère (SEDI) ;

**CONSIDERANT** qu'afin de rationaliser l'achat de fourniture d'électricité, d'optimiser la mise en concurrence et de mutualiser les frais de gestion du montage du marché, le SEDI propose à la commune de Sassenage d'adhérer au groupement de commande pour la passation de l'accord cadre de fourniture et d'acheminement d'électricité et de services associés, afin d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et de permettre d'optimiser les prix des prestations ;

**CONSIDERANT** les termes de la convention constitutive du groupement de commande pour une durée indéterminée ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'AUTORISER** l'adhésion de la commune au groupement de commande formé par le SEDI pour la fourniture d'électricité (puissance supérieure à 36 KVA) et services associés, et ce, pour un montant maximal de 0,5% de la facture annuelle TTC d'énergies ;

**D'ACCEPTER** les termes de la convention constitutive du groupement de commande pour la fourniture d'électricité et de services associés ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commande ci-annexée à la présente délibération ;

**D'AUTORISER** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commande pour le compte de la commune et ce, sans distinction de procédures ou de montant, lorsque les dépenses sont inscrites au budget, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de ce groupement de commandes ;

**DE DONNER MANDAT** au coordonnateur afin de faciliter la relève de données auprès des gestionnaires de réseaux lors de la redéfinition du besoin, puis du fournisseur d'énergie lors de l'exécution du marché.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**



**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

*Avant la présentation et le vote concernant la délibération n°11 à l'ordre du jour, M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS quitte la séance et ne prend pas part au vote.*

*A compter de ce moment,*

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUA à M. Jérôme MERLE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :** M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	31

**11 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE –  
MERLON PARE-BLOCS DU PRÉ DU BOURG  
AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE MAIRE DE DÉPOSER LES DEMANDES  
D'AUTORISATION ET DE SUBVENTION ET DE CONSTITUER LES SERVITUDES  
NÉCESSAIRES À LA RECONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN ULTÉRIEUR DE  
L'OUVRAGE**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement ses articles L2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 ;

**VU** le code de l'Urbanisme et le code de l'environnement ;

**VU** le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé par arrêté Préfectoral en date du 7 septembre 2007, et le Porter à connaissance des aléas chutes de blocs adressé par Monsieur le Préfet de l'Isère le 8 avril 2016 ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 27 septembre 2009, le 25 février 2010, le 15 décembre 2011, le 26 septembre 2013, et le 29 septembre 2017 ;

**VU** la délibération du Conseil municipal de Sassenage n° 9 du 25 janvier 2018 relative au projet de renouvellement urbain du site GLD - constitution de servitudes de passage et d'entretien relatives à l'ouvrage de protection dit « merlon des Glieriates ». concernant les modalités d'accès au merlon et de réalisation de l'opération de renouvellement urbain de la Falaise ;

**RAPPELLE** que la Ville de Sassenage est exposée sur l'ensemble de son territoire à plusieurs risques naturels, dont les chutes de blocs en provenance de la barre du Pugnet.

Pour s'en protéger, un merlon pare-blocs, défini comme une levée de terre en génie civil, a été réalisé au début des années 70 par les sociétés *Sogrebat* et *Genty Cathiard*, propriétaires des terrains exposés. Le statut privé de l'ouvrage est demeuré dans le temps, étant implanté à ce jour, du Nord au Sud, sur les tènements *Zanon*, *Trignat*, *Cars Faure*, et enfin *l'AFUL de la Gêode* (association foncière réunissant plusieurs copropriétés et un bailleur social, la SDH, plus connue sous la dénomination *Le Pré du Bourg*).

L'ouvrage a globalement rempli sa fonction à travers les âges et avait été considéré comme efficace lors des études du premier Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral du 18 Juillet 2002.

Le 27 février 2012, une cinquantaine de mètres cube de blocs se détachent en falaise et sont interceptés par le merlon, au voisinage de la résidence du *Pré du Bourg*.

Monsieur le Maire engage alors plusieurs études de trajectographie et d'aléa auprès du service Restauration en montagne (RTM) et du bureau d'étude SAGE, qui avaient tous deux réalisé les études du PPRN de 2002, afin de permettre une évaluation précise de l'efficacité de l'ouvrage. Cette démarche était rendue possible par les progrès de la modélisation informatique appliquée à des relevés télémétriques laser de la topographie du massif de très grande précision (LIDAR).

Les études furent longues et les scénarios largement débattus par les experts, ainsi que par les services de l'Etat, qui, dans le cadre d'une commission nationale en 2013 et 2014, cherchaient à stabiliser leur doctrine sur l'efficacité de tels ouvrages et les mesures de sécurité et de gestion à y appliquer.

Par courrier du 8 avril 2016, Monsieur le Préfet de l'Isère a transmis au Maire de Sassenage un porter à connaissance (PAC) valant état actualisé de la connaissance des risques naturels au droit de la falaise du Pugnet, et portant mise à jour du PPRN de la Ville de Sassenage.

Ce document traduit règlementairement la synthèse des études RTM et SAGE en déterminant avec précision le niveau d'efficacité du merlon existant, étendu sur près de 1000 mètres linéaires. Il indique des risques d'occurrence et de gravité variables selon les secteurs, qui permettent la définition d'une programmation d'actions et de mesures d'intensité et de contenu adaptés en fonction des tronçons du merlon.

Pour autant, la Direction Départementale des Territoires (DDT) et Monsieur le Préfet de l'Isère ont exigé du Maire de Sassenage, détenteur des pouvoirs de police en matière de sécurité publique, **la mise en place d'une stratégie globale de maîtrise des risques de chutes de blocs et de gestion du merlon.**

Celle-ci, au terme d'importantes négociations avec les services de la Préfecture et de la DDT en 2016 et 2017, se décline, pour le merlon de Sassenage, autour de 4 axes principaux :



- **L'adoption des mesures de sureté administratives appropriées** (arrêté Duo Vitrierie) ;
- **La prescription de travaux de réparation et de confortement de l'ouvrage** (permis de construire Trignat) ;
- **La prise de la maîtrise d'ouvrage par la Ville de Sassenage de la reconstruction du merlon protégeant le Pré du Bourg**, compte tenu de l'intérêt collectif que représentait la mise en sécurité de trois bâtiments résidentiels (le Pré du Bourg) qui ont été intégrés en zone d'aléa fort au PAC sus-visé.
- **Et la garantie du maintien du niveau d'efficacité de l'ouvrage dans le temps par un entretien pérenne qui sera assuré exclusivement par la Ville de Sassenage**, en substitution des propriétaires privés, comme l'Etat l'a demandé ;

Ces mesures ont été traduites concrètement de la manière suivante :

- Bâtiment « Duo Vitrierie » sis sur la propriété des « transports Zanon » (parcelle BC n°29)

Les études concluent que ce bâtiment est exposé à un péril grave et imminent du fait de l'adossement de la construction à la falaise et d'un risque important, en volume et en probabilité, de détachement de blocs rocheux. Le bâtiment a été évacué durant l'été 2017, suite à l'arrêté municipal d'évacuation des lieux du 7 Février 2017. Le secteur est donc sécurisé sans qu'il ne soit nécessaire d'envisager une procédure d'expropriation au titre du fonds Barnier ou d'assigner des travaux de confortement du merlon dont le niveau d'efficacité serait limité à cet endroit.

- Projet GLD-Trignat de création de 400 logements (parcelle BC n°32)

Conformément à la délibération du conseil municipal du 25 Janvier 2018, les permis de construire ont été délivrés en Février 2018 sous réserve expresse de la prise en charge par le constructeur, en application des articles L.332-15 et R111-2 du code de l'urbanisme, de la remise en état du merlon longeant la façade ouest du terrain, suivant le dossier technique versé au permis établi par le BET SAGE, le maintien d'une zone *non aedificandi* correspondant à la zone rouge du PPR, et la pose d'une clôture interdisant l'accès à celle-ci. Les travaux consistent à un confortement de l'ouvrage par le rétablissement de sa pente et la reconstitution de la fosse amont, sur 300 mètres de long pour un coût estimé à 150 k€ HT.

Afin de s'assurer de l'entretien ultérieur de cette partie de l'ouvrage, les modalités de financement des travaux d'entretien courant et exceptionnels qui seront effectués sous l'autorité exclusive de la Ville de Sassenage ont été incluses dans les statuts d'ASL des copropriétés, comme sollicité par les services de l'Etat.

Une servitude authentique grevant le terrain Trignat a également été constituée (accompagnée de la création d'un sas d'accès) qui permet à la Ville de Sassenage de bénéficier d'une desserte désenclavant la totalité des secteurs du merlon.

- Cars Faure (BC n°49)

Ce tènement n'est pas identifié comme exposé à un danger grave et/ou imminent au regard du PAC PPRN (risque de détachement en falaise réduit, impact limité de la zone rouge sur la parcelle). A ce titre, il ne fait pas l'objet de mesures spécifiques. Toutefois, une partie du merlon protégeant les immeubles du Pré du Bourg est située sur la propriété des Cars Faure.

- Et enfin le secteur de l'AFUL de la Gêode (ensemble immobilier du Pré du Bourg (BC n° 51, 52, 53 et 54)

**La zone rouge du PPRN (dite « d'aléa fort ») a été étendue par le PAC préfectoral du 8 Avril 2016 à trois immeubles sur cette copropriété de 77 logements, du fait des études trajectographiques concluant à leur potentialité d'atteinte par des blocs.** Cela est dû aux limites de l'efficacité de l'ouvrage actuel dont la géométrie (absence de fosse amont, hauteur...) et la constitution (résistance à l'impact) ne permettent pas de garantir son infranchissabilité.

Ce dernier secteur est le seul recevant de l'habitat sur l'ensemble du linéaire actuellement protégé par le merlon. Cela conduit à un scénario majorant quant à la gravité du risque (périodes d'occupation étendues, densité humaine, lieux à sommeil...) auquel sont exposées les biens et les personnes.

C'est pourquoi ont été définis les travaux permettant de rehausser le niveau d'efficacité de l'ouvrage et protéger les trois immeubles impactés. Ces travaux consistent en une reprise généralisée de l'ouvrage sur 140 ml (surélévation et reconstitution du parement amont en enrochements) ainsi que la réalisation d'une fosse amont intégrant une piste d'accès. Leur coût est estimé à 302 160 € HT valeur 2017, selon le détail joint :

N° de prix	Désignation des ouvrages	Unité	Quantité	Prix unitaire H.T.	Total HT
<b>POSTE N° 1 – PRIX GENERAUX</b>					
101	Installation de chantier	Ft	1	25000	25 000.00
102	Opérations topographiques	Ft	1	4000	4 000.00
103	Etablissement et gestion du Plan d'Assurance et de la Qualité	Ft	1	1500	1 500.00
104	Etablissement des documents d'exécution	Ft	1	1500	1 500.00
105	Dossier de recatement	Ft	1	500	500.00
<b>POSTE N° 2 – MERLON DE PROTECTION</b>					
201	Déboisement et débroussaillage	m2	3350	1	3 350.00
202	Déblais meubles	m3	6500	5	32 500.00
203	Evacuation de déblais en décharge	m3	3250	10	32 500.00
204	Fourniture et mise en place de remblais supplémentaires pour merlon	m3	3680	12	44 160.00
205	Remblais meubles	m3	6930	5	34 650.00
206	Végétalisation par projection hydraulique	m2	2500	1.5	3 750.00
207	Enrochements libres	m3	1450	80	116 000.00
<b>POSTE N° 3 – ESSAIS ET CONTRÔLES</b>					
301	Essai de compactage à la plaque	U	5	250	1 250.00
302	Essai proctor	U	3	500	1 500.00
<b>Total HT</b>					<b>302 160.00</b>
<b>TVA à 20%</b>					<b>60 432.00</b>
<b>Total TTC</b>					<b>362 592.00</b>

Auxquels s'ajoutent 13 107 € HT de frais de maîtrise d'œuvre et environ 10 000 € d'honoraires CSPS, actes, géomètre et reconnaissances géologiques).

**Soit un coût estimatif études et travaux arrêté à 325 267 € HT.**

**PAR CES MOTIFS**, la prise de la maîtrise d'ouvrage de la reconstruction du merlon protégeant le Pré du Bourg par la Ville de Sassenage répond aux obligations du Maire d'assurer la sécurité publique par toute mesure appropriée, comme il est dit à l'article L.2212-1 du code général des collectivités territoriales.



La maîtrise d'ouvrage assurée par la ville sur cette section du merlon permettra en outre :

- La mobilisation de financements publics tels le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM dit « Fonds Barnier ») permettant l'octroi d'une subvention à concurrence de 40 % du montant HT des travaux et 50 % du montant HT des études, et toute aide des collectivités apportant des fonds de concours sur ce type d'opération.
- D'assurer, auprès des services de l'Etat et des populations concernées, la parfaite réalisation des travaux, le Maire restant garant de l'efficacité et de son entretien dans le temps.

Sur ce dernier point, il est rappelé l'exigence de l'Etat que la Ville assure l'entretien ultérieur de l'ouvrage, enjeu majeur garantissant son efficacité pérenne dans le temps. Cette clause sera donc insérée dans les actes de propriété (*Cars Faure*) et de copropriété (*Pré du Bourg*).

#### **PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

- **DE CONSIDERER** l'intérêt collectif de la réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Sassenage de la section du merlon protégeant la résidence du Pré du Bourg sur les parcelles cadastrées BC n°55 et 49, en vertu des pouvoirs en matière de sécurité publique détenus par le Maire au titre de l'article L.2212-2 5° du CGCT prescrivant « le soin de prévenir, par des précautions convenables, [...] les éboulements de terre ou de rochers [...] » ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter et à signer toute demande d'autorisation nécessaire à la réalisation des études et des travaux y afférents, et notamment :

1°) au titre du code général des collectivités territoriales et du code de l'environnement, toutes les demandes d'autorisation administratives nécessaires (défrichement visé à l'article L. 341-3 du code forestier et notice d'impact environnementale en particulier) ;

2°) Au titre du droit privé :

- a) auprès des copropriétaires de l'AFUL de la Géode et de la société des cars Faure, l'autorisation de réalisation de travaux sur leurs fonds privés, d'accès, ainsi que de constitution des servitudes requises pour le parfait accomplissement du projet précédemment décrit ;
  - b) la modification de tous actes de propriété et statuts de copropriété (pour lesquels des assemblées générales ont été sollicitées après du syndic du Pré du Bourg) tant pour la réalisation des travaux que pour l'entretien ultérieur des parties d'ouvrage leur appartenant.
- **DIT** que seront assurés par la Ville de Sassenage les travaux d'entretien ultérieurs du merlon reconstruit sur les parcelles appartenant aux *Cars Faure* et à l'*AFUL de la Géode*, moyennant le remboursement par ces derniers des frais d'entretien (fauchage, débroussaillage et purge des blocs) engagés par la Ville de Sassenage, par principe d'égalité de traitement devant la charge publique.

- **NOMME** Maître AMBROSIANO, Notaire à Fontaine, pour la rédaction des actes s'y rapportant, dont les frais et honoraires seront mis à la charge de la Ville de Sassenage.
- **MANDATE** Monsieur le Maire en vue de déposer toute demande de subvention ayant trait à ces travaux et notamment en vue d'obtenir un versement du fonds de prévention des risques naturels majeurs pour ces travaux et études.
- **INDIQUE** que les frais d'étude sont inscrits au budget primitif de la Ville de Sassenage aux comptes budgétaires 2031 et 2313 « RISQUES », et que les frais relatifs aux travaux seront inscrits au budget principal de la Ville en 2019, année de réalisation prévisionnelle des travaux, après obtention des autorisations et des financements sollicités.

*Madame Florence PARVY pose neuf questions au Maire qui y répond.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

*Monsieur Daniel d'OLIVIER QUINTAS rentre en séance du Conseil Municipal.*

*A compter de ce moment,*

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. M'Hamed BENHAROUGA à M. Jérôme MERLE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32



**12 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE –  
HABILITATION DONNÉE À MONSIEUR LE MAIRE À DÉPOSER UNE DÉCLARATION  
PRÉALABLE**

Amédée MATRAIRE,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme, et notamment les articles L421-1 et suivants, et R,421-1 et suivants ;

**CONSIDERANT** que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section BB n°77 sur laquelle est située l'école des Pies, 4 rue du Parc Messkirch ;

**CONSIDERANT** que dans le cadre d'une activité pédagogique, il est envisagé de réaliser une fresque (peinture murale) créée par les enfants, qui sera réalisée sur les façades de l'école maternelle donnant sur la cour de l'école élémentaire ;

**CONSIDERANT** que les travaux à réaliser nécessitent le dépôt d'une autorisation d'urbanisme ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'habiliter Monsieur le Maire à déposer une déclaration préalable pour les travaux susvisés ;

En conséquence, **PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'HABILITER** Monsieur le Maire à déposer une déclaration préalable pour les travaux mentionnés ci-dessus ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

**13 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE  
AVIS SUR LANCEMENT D'UNE RÉFLEXION SUR LA MISE EN PLACE D'UN  
PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DES ESPACES AGRICOLES  
ET NATURELS PÉRIURBAINS (PAEN) À SASSENAGE**

Christian COIGNÉ,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment son article L.113-15, issu de la loi relative au Développement des territoires Ruraux (DTR) n°2005-157 du 23 février 2005, et ses articles R.143-1 et suivants ;

**EXPOSE** que l'article L.113-15 du code de l'urbanisme, issu de la loi relative au Développement des territoires Ruraux (DTR) n°2005-157 du 23 février 2005, offre aux départements la possibilité d'intervenir sur le foncier périurbain en exerçant leur compétence de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels (PAEN).

Cette compétence permet de créer des périmètres de protection et d'intervention en zone périurbaine en vue de protéger et mettre en valeur des espaces agricoles, naturels et forestiers par l'intermédiaire d'un programme d'actions.

Le périmètre PAEN est instauré par le Département, avec l'accord de l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme (Métropole), après avis de la Chambre d'agriculture et de l'établissement chargé du schéma de cohérence territoriale (SCoT), et après la tenue d'une enquête publique ;

**PRECISE** qu'aujourd'hui, les espaces agricoles et naturels sont soumis à une forte pression foncière, pression notamment liée à la nature périurbaine de notre territoire. Aussi, il apparaît pertinent que puisse être engagée une réflexion sur les réponses à apporter face à cette pression, et l'outil PAEN semble pouvoir en être une.

A l'issue de cette réflexion, si le déploiement de l'outil PAEN apparaît judicieux pour la commune de Sassenage, et comme indiqué précédemment, Grenoble Alpes Métropole sera consultée pour accord sur l'instauration du périmètre et sur le programme d'actions PAEN. Ensuite, le projet PAEN sera soumis à enquête publique, avant validation par délibération du Conseil départemental ;

**INFORME** que dans le cadre de cette démarche, la commune de Sassenage est associée à part entière, et ce en qualité de copilote institutionnel aux côtés du Département et de Grenoble Alpes Métropole ;

**PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, de :**

**DONNER** son accord pour le lancement d'une réflexion sur l'opportunité de la mise en place d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) à Sassenage.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,**

**DECIDE,**

**DE DONNER** son accord pour le lancement d'une réflexion sur l'opportunité de la mise en place d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) à Sassenage.



**Questions diverses :**



*Le groupe « Agir pour Sassenage » pose quatre questions au Maire qui y répond.*

La séance est close à 20 heures.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.  
SASSENAGE, le 04 mai 2018

Le Maire  
Christian COIGNÉ



Affichage le : 07 MAI 2018

*n° d'affichage : 23*

